

Maricarmen, la « grand-mère universelle » qui impose le droit au logement en Espagne

[Alban Elkaïm](#) 29 septembre 2026 à 18h49

Madrid (Espagne).— « *J'ai dormi ici cette nuit* », indique Milena après un slalom entre les tentes pour rejoindre la sienne, posée à même le pavé. La mythique bouteille de l'immense enseigne Tío Pepe, habillée d'un chapeau rouge, d'une veste de toréro et d'une guitare, surplombe une scène étrangement familière sur la place Puerta del Sol de la capitale espagnole.

Quinze ans après le mouvement des Indignés, les tentes ont ressurgi, samedi 26 septembre, sur la place la plus emblématique de Madrid, en réponse au choc de l'expulsion de son appartement, *manu militari*, de Maricarmen, 87 ans, mercredi 23 septembre. Dans un pays où la crise du logement est la première préoccupation, l'événement a provoqué une vive émotion et rebattu subitement les cartes du débat politique et social, [monopolisé par la crise de Ceuta](#) et la question de la migration depuis près de deux mois.

Au point de forcer l'adoption, en six jours, d'une initiative législative bloquée au Parlement depuis cinq mois, sous une forme encore plus ambitieuse.



Des personnes rassemblées sur la place Puerta del Sol, à Madrid, pour protester contre les expulsions et la crise du logement, le 27 septembre 2026. © Photo Alban Elkaïm pour Mediapart

Il aura fallu Maricarmen pour en arriver là. *« Le décret qui dormait dans le tiroir [depuis avril – ndlr] aurait évité qu'elle soit expulsée. En arriver à cette extrémité a été un point d'inflexion pour nous. On a demandé avec les formes [aux propriétaires], puis sans y mettre les formes. On a mis la pression, on les a appelés de manière désespérée : "S'il vous plaît, ne procédez pas à l'expulsion, nous sommes des centaines de militants devant la porte, vous allez nous faire du mal." C'est tombé dans l'oreille d'un sourd »*, s'agace Miriam Bùe, porte-parole du [Syndicat des locataires de Madrid](#), colonne vertébrale très organisée du mouvement.

L'affaire était inflammable. Depuis huit ans, María del Carmen Abascal, surnommée Maricarmen, luttait pour rester dans l'appartement où elle avait vécu soixante et onze années, dans le centre de Madrid. Mais l'entreprise Urbagestión Desarrollo e Inversión avait d'autres plans. Elle a acheté ce bien immobilier en 2018, à un prix bas pour cette zone prisée où

la perspective de plus-value était importante. Maricarmen y était cependant titulaire d'un contrat ancien qui ne permettait pas d'augmenter son loyer, fixé à moins de 500 euros, et l'expulser était difficile.

« Décharge émotionnelle »

À 87 ans, en fauteuil roulant, avec un taux d'invalidité reconnu de 50 % et une retraite de moins de 1 450 euros, elle souhaitait terminer ses jours ici. Pour la faire partir, Urbagestión a cherché la faille permettant de révoquer son contrat. L'entreprise y est parvenue à la quatrième tentative, après avoir toujours refusé toute solution alternative, malgré plusieurs propositions. Entre-temps, la valeur de l'appartement avait été multipliée par trois ou quatre.

« J'étais derrière la porte pour la bloquer le jour de l'expulsion, raconte Miriam Bùe, assise sur une place Puerta del Sol en ébullition, dimanche 27 septembre. Vu le nombre de militants, j'ai vraiment cru qu'on pourrait la stopper. Mais en voyant les larmes aux yeux de mes camarades chargées de la médiation avec la police, j'ai compris. Elles ont lancé : "Ils exécutent l'ordre." »



Miriam Bùe, porte-parole du Syndicat des locataires de Madrid. © Photo Alban Elkaïm pour Mediapart

La suite a été vue dans le monde entier : une intervention musclée, puis une femme âgée, les yeux hagards, évacuée sur un brancard vers l'hôpital en raison d'un état de stress préoccupant. Elle y est encore en récupération.

« La décharge émotionnelle a secoué l'échiquier politique. C'était une locataire modèle, socialement vulnérable, en fauteuil roulant. Mais surtout, Maricarmen est un diminutif un peu désuet qui évoque une femme de sa génération en Espagne. C'est une sorte de grand-mère universelle de laquelle tout le monde se sent proche », analyse Guillermo Fernández-Vázquez, professeur de science politique à l'université Carlos-III de Madrid.

Des locataires peu protégés

Maricarmen a ainsi donné un visage, un nom et un récit à un mal-être

profond en Espagne : l'accès au logement, de plus en plus difficile, première préoccupation des habitant·es.

« Le parcours classique en Espagne était l'achat de sa résidence principale moyennant un crédit. Mais les prix de l'immobilier augmentent de 8 à 10 % par an, les salaires montent trois fois moins vite et les conditions d'accès aux prêts bancaires se sont durcies depuis la crise financière de 2008. Une part croissante de la population ne peut plus acheter et doit louer. Particulièrement les jeunes. Alors que les loyers montent aussi de manière disproportionnée », explique Ibán Díaz-Parra, professeur à l'université de Séville, spécialiste de l'urbanisme et des conflits qui le traversent.

Pour lui, dans cette spirale inflationniste, les opérations d'achat-vente spéculatives sont un facteur central. En outre, la loi espagnole protège mal les locataires. Les contrats ne durent que cinq ans, au bout desquels le ou la propriétaire est libre de ne pas renouveler le contrat ou d'augmenter le loyer.

« Mes parents habitent à deux heures de Madrid, où je travaille. Donc je me suis installée chez mes grands-parents, car un loyer ici, c'est impensable. Même quand tu as un temps plein », regrette Celia Velázquez, 26 ans, assise dans le petit campement de la Puerta del Sol avec Sara et Martín, dimanche 27 septembre. Elle est arrivée la veille, dès qu'elle a appris l'installation des tentes.

Nous avons ouvert un bras de fer historique avec le gouvernement, dans la rue, dans nos campements, pour le faire avancer sur la question du logement.

Alicia del Río, porte-parole du Syndicat des locataires de Madrid

La plupart des visages sont jeunes, et les histoires similaires. Mais sur la place, il y a aussi Yolanda, 62 ans. Elle habite un immeuble de logements

sociaux pour personnes vulnérables, racheté par un « fonds vautour » qui a fait passer son loyer de 75 à 350 euros et expulse les habitant-es qui accumulent 3 000 euros d'impayés. Ou Ángela et Juan Marco, sexagénaires bien installés, dont les trois enfants sont à la peine pour trouver leur propre nid.

« Ce ne sont pas que les jeunes. J'entends cette conversation à longueur de temps : "Les loyers sont trop chers, les salaires trop bas." L'expulsion de Maricarmen, c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase », tranche Celia.

La mémoire du « 15-M »

Des manifestations se sont tenues tous les jours depuis. Madrid en est l'épicentre. Mais des cortèges plus modestes se rassemblent un peu partout dans le pays. Dans la capitale, c'est le Syndicat des locataires qui a canalisé l'indignation. *« L'idée du campement a surgi samedi matin »,* raconte Miriam Bùe. Après un défilé qui a rassemblé des dizaines de milliers de personnes (25 000 selon le gouvernement, 300 000 selon l'organisation), le syndicat a fait passer le mot samedi soir, et les tentes ont débarqué. Une petite centaine se sont installées.

Le symbole est fort : *« C'est beau de revenir ici, quinze ans après le mouvement des Indignés »,* estime Milena, 31 ans. Elle n'était pas sur la place à l'époque, mais le « 15-M » est presque devenu une référence historique dans l'imaginaire collectif espagnol. Né le 15 mai 2011 d'un campement monté sur la même place, ce mouvement de ras-le-bol d'une jeunesse frappée par la crise économique avait profondément transformé la vie politique du pays.



Milena avec un ami devant sa tente installée sur la place Puerta del Sol, à Madrid. © Photo Alban Elkaïm pour Mediapart

Aujourd'hui, le gouvernement y voit une opportunité. Embourbé dans la crise à Ceuta et les [affaires de corruption](#) qui éclaboussent le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), formation majoritaire de l'exécutif, il peut enfin s'emparer d'un sujet qu'il maîtrise.

Le dernier décret-loi royal visant à protéger les locataires avait été rejeté le 28 avril, au Parlement, par le parti indépendantiste catalan de droite Ensemble pour la Catalogne, capable de faire basculer un vote d'un côté ou de l'autre. « *Mais le gouvernement estime que la forte pression populaire poussera les partis de centre-droit régionalistes à accepter des mesures qu'ils n'auraient pas assumées en avril* », décrypte Guillermo Fernández.

Le consensus a été difficile, et les négociations se sont poursuivies jusqu'à la dernière minute, entraînant même un peu de retard. « *Il y a un*

contexte social sur lequel nous ne pouvons faire l'impasse », a reconnu la ministre du logement, Isabel Rodríguez, à l'issue du conseil des ministres du mardi 29 septembre, où un décret-loi royal répondant en partie à des revendications du syndicat a été adopté. Il rétablit une protection contre les expulsions tombées en avril, prolonge les contrats sur le point d'expirer, allège l'effort économique dédié au logement ou contrôle les baux saisonniers et locations de chambres.

Une demande majeure, la reconduction automatique des contrats de location, a été évacuée dans un second décret-loi royal. Les deux textes doivent encore être confirmés par le Parlement, mais une session plénière extraordinaire a été convoquée pour l'occasion vendredi 2 octobre. Un empressement rare. Reste à dégager une majorité, car il faudra mettre d'accord les partis nationalistes de centre-droit, qui souhaitent limiter la portée des textes, et les formations à la gauche du PSOE, qui aimeraient aller beaucoup plus loin.



Rassemblement sur la place Puerta del Sol, à Madrid, contre les expulsions et la crise du logement, le 27

septembre 2026. © Photo Alban Elkaïm pour Mediapart

Lundi 28, déjà, l'entreprise Urbagestión avait plié sous la pression dans le cas de Maricarmen. Un accord a été trouvé avec des représentants de la vieille dame, pour un contrat de huit ans durant lequel il ne pourra pas lui être réclamé un loyer supérieur à 30 % de ses revenus.

Tout cela suffira-t-il à satisfaire la demande sociale ? *« Nous n'avons pas uniquement réussi à faire que Maricarmen puisse rester chez elle. Nous avons ouvert un bras de fer historique avec le gouvernement, dans la rue, dans nos campements, pour le faire avancer sur la question du logement »*, se félicite Alicia del Rio, une des porte-parole du syndicat, après avoir appris les grandes lignes des décrets négociés mardi en conseil des ministres mardi.

« Mais maintenant, nous attendons le texte concret, pour voir s'ils n'essayent pas de nous glisser, dans les détails, les arnaques de ceux qui vivent de la rente immobilière. Nous voyons de plus une tactique qui consiste à diviser en petits morceaux les revendications. Tout ce qui ne sera pas le décret "Maricarmen" dans sa totalité sera une farce », avertit Valeria Racu, également porte-parole de l'organisation, à propos du second décret pour stabiliser les contrats.

Dans les rassemblements où les participant·es brandissaient leurs clés pour marquer l'objet de leur revendication, la consigne scandée à travers les haut-parleurs est claire : *« Soit le système rentier tombe, soit le gouvernement tombe ! »*